



ICP

UNIVERSITAS
CATHOLICA
PARISIENSIS

Zoom
sur

Chine-Inde : le face-à-face des géants

Les relations entre la Chine et l'Inde s'inscrivent dans une longue histoire politique et culturelle. Les deux géants asiatiques partagent un immense passé commun. Dans son ouvrage "Chine-Inde. La guerre des mondes", Emmanuel Lincot, sinologue, revient sur les rivalités et les interdépendances sino-indiennes. Extrait.



Recevez l'actualité de l'ICP !

Je choisis mes centres d'intérêts

Par Emmanuel Lincot, spécialiste de l'histoire politique et culturelle de la Chine contemporaine, Professeur à l'ICP et directeur Asie de l'Iris

A lire aussi

Retrouver tous nos autres articles publiés sur *The Conversation*



Pexels

Prolégomènes

En guise de préambule général à cette étude très générale concernant les relations entre la Chine et l'Inde, il est primordial de restaurer la place occupée par l'imaginaire dans l'histoire culturelle de ces deux pays, car lui seul expliquerait la puissante attirance qui s'est exercée entre eux, à l'origine de leur porosité même. Cette attirance correspond à une *épistémè*. Elle s'ouvre sur près d'un millénaire, depuis l'introduction du bouddhisme en Chine sous les Han de l'Est (II^e siècle de notre ère), par l'intermédiaire tout d'abord des missionnaires et marchands kouchans, jusqu'aux invasions islamiques ghaznévides et la destruction hautement symbolique de ce lieu d'études bouddhistes que fut Nalanda dans la province du Bihar vers 1200.

Cette longue période est marquée par toute une série d'échanges, dans le domaine de la pensée et de l'esthétique notamment. C'est ce que retient l'historiographie la plus courante, sous la forme de prodigieux inventaires dont on retiendra ceux réalisés à l'initiative du gouvernement indien, fruit d'une collaboration académique sino-indienne remarquable éditée il y a dix ans, et si le bouddhisme dans ces échanges finit par être marginalisé, c'est qu'en Inde même il entrait dans une phase irréversible de déclin par rapport à l'hindouisme tandis que le néoconfucianisme en Chine, sous la dynastie Song, dans ses formes les plus réactionnaires, se muait en une politique de rejet vis-à-vis de cette religion d'origine étrangère.

En apparence tout au moins, car ce bouddhisme première manière qui avait emprunté ses thèses sur la vacuité des choses attribuées au grand penseur Nagarjuna (II^e siècle de notre ère), se voit transformé dans son contact avec la Chine par la puissance d'une toute autre tradition, l'herméneutique tibétaine. Celle-ci, jusqu'au début du XX^e siècle, nourrit à la Cour sino-mandchoue de Pékin tout un ordonnancement qui allie à la fois le rite au mythe. Ce dernier tient lieu d'explication, de fabulation, de facteur de mobilisation, mais aussi de mode discursif permettant d'élaborer toute une variante de représentations, politiques notamment.

Lorsque Xi Jinping convoque la mémoire bouddhiste de son pays à Xi'an (2015) ou que Narendra Modi lui rendant la pareille s'attache à commémorer la figure de Bodhidharma à Mahabalipuram (2019), chacun souligne des analogies structurelles, sans se préoccuper des différences historiques, ce qui relève bel et bien d'une préoccupation avant tout idéologique. Ce qui vaut pour les périodes anciennes vaut pour les périodes les plus récentes. Ainsi, et pour s'en tenir à un événement de la seconde moitié du XX^e siècle important dans l'histoire des relations internationales, Bandung est l'un des grands mythes continuant à nourrir les imaginaires politiques à la fois indien et chinois. Cette conférence qui vit en 1955 New Delhi et Pékin défier l'Occident, au nom des intérêts du Tiers Monde, demeure l'une des grandes références idéologiques que le Sud Global a cœur encore aujourd'hui à cultiver.

C'est que ces deux États ont une histoire commune et douloureuse vis-à-vis de l'Occident. Elle est liée au déploiement des voies de communication et partant, des échanges les plus divers. Échanges suivant le cheminement des convois de l'opium à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, dans une trajectoire géographiquement parallèle à celle des imprimés, lesquels sont symptomatiques d'une accélération de l'histoire. En définitive, cette accélération de l'histoire n'est pas autre chose qu'une accélération de la médiation. Transnationale, cette histoire voit le jour avec le capitalisme international et la colonisation des espaces indien et chinois que l'Europe marchande convoite. Elle bouleverse les représentations traditionnelles chinoise et indienne du monde. Respectivement marquées par un rapport centre/périphérie que traduisent les spéculations indiennes sur le symbole du mandala ou pour la Chine par un marquage identitaire fort et que personifie la Grande Muraille, ces représentations volent en éclat lorsqu'au XIX^e siècle les Européens s'imposent avec des normes, une supériorité technique et un calendrier que ne maîtrisent ni les Indiens ni les Chinois.

Ce qui change aussi c'est une culture impériale vernaculaire que remettent en cause les Européens. C'est vrai, côté chinois, avec les Guerres de l'Opium ou du côté indien dès la prise de New Delhi (1857) et la délégitimation des dynasties régnantes (Qing et Moghole). Désormais, les décisions pour l'Inde et la Chine se prennent à Londres et à Paris. Les puissances conquérantes morcellent de leur emprise territoriale des régions entières. Encore à ce jour, l'Inde et la Chine n'ont de cesse que de vouloir les réintégrer dans leur propre espace de sécurité ou, à défaut, d'en chasser définitivement toute présence étrangère qui viendrait à s'y exercer.

La reconfiguration des espaces stratégiques n'est pas le seul héritage des transformations liées à l'entrée brutale de l'Inde et de la Chine dans l'ère moderne. L'exemple de l'islam indien, sous la colonisation britannique, et ses ramifications jusqu'en Chine à travers la présence de communautés basées à Hongkong ou celui, beaucoup plus récent, galvanisant les mouvements contestataires de la *Milk Tea Alliance* depuis les marges des mondes indien et chinois, sont en cela des plus probants.

Mais l'évocation de ces faits ne saurait faire oublier que cette histoire partagée se bâtit sur des omissions sélectives. Si c'est particulièrement vrai pour la Chine eu égard à l'histoire du « siècle de la honte » (*bai nian guo chi*), autrement dit le XIX^e siècle

dans son rapport conflictuel aux puissances européennes, cela l'est davantage pour l'épisode traumatisant que représentent les ratées du maoïsme, et que le régime entend faire disparaître d'un trait. Cette amnésie peut être identifiée, également en Inde, comme une source possible de pratiques discriminatoires à l'encontre du passé moghol et musulman en l'espèce ici. Dans les faits, cette discrimination commence très tôt avec une référence forte à l'*hindutva*. Son terreau idéologique né dans le contexte colonial britannique du début du XX^e siècle sera le fil directeur, on le sait, de toute l'extrême droite hindouiste.

Atavisme géographique et héritages de la guerre froide

Cette radicalité n'est évidemment pas la seule que l'on observe. La perception de l'espace stratégique de chacun de ces pays change tout autant. Ainsi, jusqu'au XIX^e siècle la menace existentielle pour l'empire chinois se situe dans les régions du Nord et de l'Ouest, régions associées dans les mémoires collectives, au danger du monde barbare. Elles redeviendront prioritaires et stratégiques à l'issue du schisme sino-soviétique, dans les années soixante, alors que Mao Zedong craignait par-dessus tout une invasion par les troupes de Moscou depuis la Mongolie et la Sibérie et ce, après un intermède d'un siècle qui avait été marqué par le dépeçage de l'empire à l'instigation des puissances européenne et japonaise, c'est-à-dire sur son flanc Est.

Comparativement, pour l'Inde et à la suite de l'effondrement de l'URSS en 1991, ce schéma s'inverse. Pour New Dehli, le danger provient en effet beaucoup moins de la mer et du littoral que du grand Nord et de ses régions limitrophes qui l'opposent à la Chine et au Pakistan. La guerre froide aura toutefois laissé de part et d'autre des préjugés et des appréhensions tenaces qui échappent à ces considérations géographiques, qu'il s'agisse de la relation établie par Pékin ou New Dehli vis-à-vis de Washington et de Moscou. Pour des raisons historiques, une grande partie de l'armée indienne doute de la fiabilité américaine à son endroit.

Des incartades voire de spectaculaires revirements de la Maison Blanche, elle a été ébranlée par trois fois. La première, lorsque les Américains se sont engagés en 1954 à apporter une assistance militaire au Pakistan, qui, en contrepartie, a participé au système d'alliances occidentales (Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE), puis pacte de Bagdad). La deuxième, lorsque les Américains ont soutenu les Pakistanais contre les sécessionnistes du Bangladesh en 1971 ; ces derniers bénéficiant en revanche de l'aide des Indiens et de leur partenaire soviétique. La troisième enfin, est liée à la question tibétaine. Depuis 1959, le Dalaï-lama s'est réfugié à Dharamsala dans le Nord de l'Inde et la CIA conduit des commandos tibétains depuis le territoire indien contre des intérêts chinois.

Lorsque Richard Nixon rencontre son homologue Mao Zedong en 1972, Tibétains et Indiens assistent impuissants au lâchage de ces hommes. Malgré les critiques proférées par Pékin contre Washington et Moscou, la Chine, elle, reste à la fois pragmatique et prudente vis-à-vis des États-Unis. D'une part en raison d'une antériorité de liens sino-américains profonds qui remontent à la seconde guerre mondiale alors que Washington soutenait les Chinois dans leur effort de guerre contre les Japonais avec l'envoi notamment des premières escadrilles de volontaires américains commandés par le Général Chenault, les *Flying Tigers*.

À ce précédent s'ajoute la collaboration discrète dans les années quatre-vingt entre la CIA et les services chinois afin de renseigner les Moudjahidines afghans en lutte contre les Soviétiques. L'idylle sino-américaine est ternie par les massacres des étudiants à Tiananmen en 1989. Washington impose un embargo sur la vente d'armes à Pékin. Il est encore en vigueur aujourd'hui. Dans le même temps, Washington semble donner des signes d'encouragement en faveur de la démocratisation de Taïwan, île avec laquelle les Américains ont signé le très important *Taiwan Relations Act*. Avec Moscou, l'Inde entretient des relations privilégiées dès son indépendance et la relation militaire au sein de leur partenariat stratégique occupe une place de premier rang.

Depuis l'instauration du régime en 1949, l'État-Parti chinois s'est quant à lui à la fois inspiré de l'URSS défunte ou s'y est référée comme repoussoir. Ainsi, se confondant avec les structures de l'État, le Parti fonctionne sur un mode stalinien. Dans ses choix de développement, y compris dans la volonté de se doter de l'arme nucléaire à partir de 1964, Moscou est le modèle vers lequel les premières générations de communistes et stratèges chinois se tournent. Quitte à devoir renoncer, comme dut s'y plier Mao Zedong, à l'usage de la guérilla au profit d'une modernisation de l'Armée Populaire de Libération et ce, en suivant des modalités plus conventionnelles, c'est-à-dire en optant pour un programme de nucléarisation qu'appelaient de ses vœux le Maréchal Peng Dehuai.

Notons que cet usage de la guérilla d'inspiration chinoise a fait bien des émules en Inde même avec le développement d'une mouvance, les Naxalites. Dès les années soixante, elle a recours à une lutte armée de nature asymétrique, et revendique pleinement sa filiation idéologique avec le maoïsme chinois en vue d'instaurer une démocratie directe et défendre les intérêts des paysans. Si cette mouvance s'essouffle aujourd'hui, elle ne constitue pas moins, dans ses modalités profondes, une opposition structurée au modèle de la démocratie représentative et le modèle d'une utopie rurale vivace quoi que malmenée par les bouleversements en Inde liés au développement du capitalisme, la privatisation de l'économie à partir des années quatre-vingt dix et l'explosion des cultures urbaines.

Sur le plan international, que ce soit en Inde ou en Chine, la chute du Mur de Berlin en 1989 puis la chute, trois ans plus tard, de l'URSS est de toutes les mémoires. C'est sur ses cendres (dont la décomposition est à l'origine de l'indépendance de quinze États) qu'Evguenij Primakov, alors ministre des Affaires étrangères de la toute jeune fédération de Russie, devient l'ardent avocat de la multipolarité, en tant qu'alternative à l'hégémonie mondiale exercée par les États-Unis. Ce choix demeure une constante pour Moscou. Cette volonté russe s'est parfois plus clairement exprimée sur la nécessité de constituer un axe « Moscou-Pékin-Delhi ». Véritable serpent de mer, cette idée de « trilatéralisme » n'a pas toujours fait l'unanimité. Ainsi, Pékin a longtemps fait prévaloir le principe de « coexistence pacifique » (*heping gongchu*, une expression empruntée par Mao Zedong aux Soviétiques) avant d'employer, beaucoup plus tard, celle d'« ascension pacifique » (*heping jueqi*) sous la présidence (2003-2013) de Hu Jintao, comme doctrine caractérisant ses choix de politique étrangère.

Quelles perspectives ?

Alors que la Chine et l'Inde s'approprient en cette fin de XX^e siècle à souscrire aux règles de la mondialisation, et à poursuivre le développement de voies alternatives à l'Occident, chacune cherche à consolider sa présence sur ses marges. La *Look East Policy* pour l'Inde et la volonté pour la Chine de sanctuariser ses intérêts dans le Sud de la mer de Chine en sont la parfaite illustration. Bien que la Russie fasse figure de matrice référentielle à ces velléités de coopération trilatérale, la rivalité systémique qui oppose pour l'heure la Chine à l'Inde augure mal d'une structure pérenne commune aux trois États.

Toutefois, chacun de leurs dirigeants se projette déjà dans une ère post-américaine pour définir leur rôle dans les relations internationales. On en veut pour preuve leur rencontre fortement médiatisée lors du sommet de l'Organisation de Coopération de Shanghai à Tianjin en août 2025. Cette projection leur sera d'autant plus aisée que les axes de leur politique étrangère, sur bien des aspects convergent, et sont même parfois très proches.

Si leur attachement à la défense de leurs intérêts et à leur souveraineté est un premier point commun, leur souhait d'accompagner la mondialisation pour gagner en influence sur la scène internationale en est un autre. Cette idée d'une trilateralité entre les trois États sera encouragée par Vladimir Poutine et trouvera des échos favorables auprès de Pékin. Tandis que la Chine y verra le moyen de contrer l'unipolarité américaine qu'elle commencera ouvertement à contester, l'Inde se verra chaque année davantage acculée à des choix cornéliens dans le choix de ses priorités de partenariat tout en gardant un avantage, celui d'être ramenée au centre de toutes les attentions. La signature des accords de libre-échange entre l'Inde et l'Union européenne en janvier 2026 confirme cette observation et montre le souhait de l'Inde à privilégier un nouvel équilibre avec ses partenaires européens.

Et pour cause, les faits sont têtus : partageant avec la Chine 3800 kilomètres de frontière commune avec la Chine, New Delhi et Pékin n'ont toujours pas su apaiser leurs litiges frontaliers. Ils s'ajoutent à ceux qui opposent au Cachemire l'Inde au Pakistan, de nouveau entrés en guerre pour une brève période en avril 2025. Pour Pékin, ce foyer de crise constitue avec son prolongement himalayen, « une nouvelle frontière ». Alors que la Chine a réglé la plupart de ses contentieux frontaliers, l'Himalaya est la dernière région de sa périphérie où ses frontières ne sont pas stabilisées. Cette instabilité est liée à une problématique plus profonde, celle que pose l'intégration de deux régions situées sur ses confins. Elles se heurtent aux paradigmes historiques et culturels proprement chinois. Ce sont les provinces du Tibet et du Xinjiang. Elles comptent encore aujourd'hui parmi les régions les plus déshéritées du pays.

Rappelons que chacune est d'autant plus importante, qu'elle ouvre respectivement vers le subcontinent indien et l'Asie centrale. Se comprend d'autant mieux le fait que les questions ouïgoure et tibétaine soient moins traitées par les analystes indiens sous l'angle des droits de l'Homme, comme le font leurs homologues occidentaux, que sécuritaires. Le seul Tibet représente 13 % du territoire chinois. La province est en contact avec l'Inde, le Bhoutan, le Népal, le Myanmar et le Pakistan, sa position en surplomb, ses ressources minières et en eau offrent à Pékin un ascendant considérable par rapport à New Delhi. Le développement du grand Ouest programmé dès la fin des années quatre-vingt-dix par le gouvernement central confère au Tibet une place particulière en tant que province frontalière mais aussi dans les moyens alloués en vue de son essor sur le plan économique. C'est cette région du monde qui verra sans doute de prochaines déflagrations.

Cet article est republié à partir de The Conversation sous licence Creative Commons. Lire l'article original.

Publié le 16 février 2026 – Mis à jour le 31 mars 2026

A lire aussi

À LA

UNE

THE
CONVERSATION

Tous les tags